
Tendances conjoncturelles

Réseau économique régional de la BNS

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2014

Deuxième trimestre 2014

Les délégués de la BNS entretiennent des contacts réguliers avec des entreprises des divers secteurs de l'économie. Le présent rapport se fonde sur les entretiens menés durant les mois de janvier et de février 2014 avec 241 chefs d'entreprise et dirigeants au sujet de la situation actuelle et future de leur entreprise et de l'économie en général. Les entreprises interrogées varient d'un trimestre à l'autre; elles reflètent la structure sectorielle de l'économie suisse selon la ventilation du PIB (hors agriculture et services publics).

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Martin Wyss
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Markus Zimmerli

Selon les résultats de l'enquête, l'économie suisse a de nouveau affiché une solide croissance au deuxième trimestre 2014. L'évolution favorable de la demande intérieure a été bénéfique. S'agissant des exportations, la hausse de la demande en provenance des Etats-Unis, notamment, a eu des conséquences positives. Dans l'ensemble, les marges restent quelque peu inférieures au niveau considéré comme habituel par les interlocuteurs.

Pour les prochains mois, les perspectives de progression des chiffres d'affaires en termes réels demeurent optimistes. Dans la construction, ces derniers devraient diminuer légèrement tout en se maintenant à un niveau élevé. Dans l'ensemble, les entreprises restent prudentes tant au niveau des plans d'embauche que des investissements.

Selon les interlocuteurs, certaines évolutions politiques en Suisse – notamment l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse – risquent d'entraîner une dégradation des conditions générales. Bien qu'ils ne soient plus au cœur des préoccupations, divers facteurs de risque structurels persistants en Europe restent présents à l'esprit des interlocuteurs.

Industrie: légère hausse de la dynamique

Dans l'industrie manufacturière, la marche des affaires a été un peu plus dynamique qu'au trimestre précédent. Les chiffres d'affaires ont augmenté dans environ la moitié des entreprises et sont restés inchangés dans 45% d'entre elles.

L'industrie alimentaire et celle des machines ont enregistré les hausses les plus marquées de leurs chiffres d'affaires en termes réels. Une légère progression a été observée dans la production de matières plastiques et la fabrication d'instruments de précision.

La demande intérieure se maintient à un niveau élevé. Sur le plan des exportations, plusieurs régions jouent un rôle moteur, avec toutefois des différences selon les branches. Les Etats-Unis, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ainsi que les pays d'Asie et d'Océanie font partie des débouchés affichant la plus forte dynamique. Pour ce qui est de l'Europe, la demande en provenance d'Allemagne, notamment, n'a pas faibli. Si l'on considère la répartition des exportations selon les branches, les constructeurs automobiles et la branche des technologies médicales génèrent une demande toujours aussi vigoureuse.

Construction: stabilisation des chiffres d'affaires à un haut niveau

Dans la construction, les chiffres d'affaires ont quelque peu diminué par rapport au trimestre précédent, après s'être maintenus à un niveau très élevé pendant plusieurs trimestres. Par rapport à la même période de 2013, ils ont toutefois fortement augmenté, grâce aux conditions météorologiques nettement plus clémentes cette année. Le bâtiment, notamment, a enregistré une hausse considérable des chiffres d'affaires.

Services: persistance d'une croissance modérée

Dans les services, la croissance modérée s'est poursuivie. Les chiffres d'affaires ont été plus élevés qu'au trimestre précédent pour un large tiers des entreprises interrogées, tandis qu'ils ont stagné pour 45% d'entre elles.

La marche des affaires a été relativement dynamique dans les transports et les technologies de l'information. Le commerce de détail a également connu une évolution positive. L'activité a plutôt stagné dans la finance, le commerce de gros et les agences de placement de personnel. Plusieurs représentants du commerce de détail ont estimé que le tourisme d'achat dans les pays voisins est resté stable et qu'il est extrêmement difficile d'inciter les consommateurs à abandonner cette habitude. Pour certains d'entre eux, un autre enjeu de taille consiste dans le changement structurel qui se traduit par l'importance accrue du commerce électronique.

L'hôtellerie est la seule branche à avoir enregistré une évolution négative de ses chiffres d'affaires par rapport au trimestre précédent. En comparaison annuelle, la marche des affaires n'a guère évolué. Les hôtes en provenance de la zone euro continuent de faire preuve de retenue. En revanche, l'évolution du nombre de visiteurs venant d'Asie, des pays arabes et des Etats-Unis est encourageante.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

Dans l'ensemble, l'utilisation des capacités de production s'est maintenue à un niveau considéré comme normal par les interlocuteurs. Toutefois, de grandes disparités subsistent selon les secteurs.

Dans l'industrie manufacturière, les représentants de presque toutes les branches ont jugé l'utilisation des capacités globalement un peu plus faible qu'à l'accoutumée. Les entreprises disposent donc de réserves considérables pour réagir à un afflux de demande inattendu.

L'utilisation des capacités techniques dans la construction a été, dans l'ensemble, nettement plus forte qu'elle ne l'est habituellement à cette période de l'année. Cette situation, qui concerne tant le bâtiment que le génie civil et le second œuvre, s'explique principalement par des conditions météorologiques relativement clémentes. Bien que de nombreux travaux aient déjà été exécutés, les carnets de commandes restent bien remplis.

Dans le secteur des services, le taux d'utilisation de l'infrastructure – c'est-à-dire essentiellement des surfaces de bureaux et de vente ainsi que des capacités de transport – a de nouveau été normal, dans l'ensemble. Il a été plutôt élevé dans les bureaux d'architectes et d'ingénieurs, le commerce de gros, les transports et les services liés à la gestion des bâtiments. Dans le secteur financier et le commerce de détail, l'utilisation des capacités de production a été normale, alors que les capacités ont été plutôt sous-utilisées dans l'hébergement et la restauration.

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

Besoins en personnel toujours stables

Comme dans l'enquête précédente, la demande de main-d'œuvre n'a augmenté que faiblement en comparaison trimestrielle. Les interlocuteurs ont peu évoqué les mesures de politique du personnel. Des différences considérables subsistent d'une branche à l'autre quant à l'adéquation des effectifs.

Dans l'industrie manufacturière, les effectifs ont été qualifiés de conformes aux besoins. Dans la construction, seuls quelques représentants du second œuvre ont signalé des effectifs un peu trop bas; ceux du bâtiment et du génie civil ont quant à eux fait état d'effectifs appropriés. Dans les services, les effectifs se sont avérés un peu trop faibles. Sont notamment concernés les branches des transports et de la logistique, celle des technologies de l'information

ainsi que les bureaux d'architectes et de conseil. Les banques continuent d'enregistrer un léger sureffectif.

Dans les trois secteurs, les entreprises ont considéré que le recrutement a nécessité, dans l'ensemble, à peu près autant d'efforts et de temps qu'à l'accoutumée. Elles déplorent notamment le manque de personnel qualifié. Certaines entreprises affirment devoir continuer d'engager de la main-d'œuvre temporaire par manque de personnel permanent possédant les qualifications requises. De nombreuses entreprises continuent toutefois à recevoir un nombre élevé de candidatures spontanées, en particulier dans les régions frontalières. Certaines ont constaté que l'origine géographique des frontaliers s'est encore élargie.

Quelques entreprises ont augmenté les salaires de plus de 1% au cours du premier semestre.

PRIX, MARGES ET SITUATION BÉNÉFICIAIRE

Faible évolution des marges

Tandis que 45% des entreprises indiquent avoir réalisé des marges correspondant au niveau habituel, celles-ci ont été jugées, dans l'ensemble, légèrement plus faibles que d'ordinaire par environ 40% des entreprises interrogées.

Les représentants de presque toutes les branches de l'industrie manufacturière ont fait état de marges bénéficiaires plus modestes que d'habitude. Cela concerne particulièrement l'industrie des matières plastiques, la métallurgie et l'industrie des machines. Dans l'industrie chimique, l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'instruments de précision, la situation a été jugée normale. Les entreprises industrielles s'attendent à des prix d'achat stables et à des prix de vente en légère baisse pour les prochains mois. Dans l'industrie des machines, les entreprises estiment quant à elles que les prix d'achat auront plutôt tendance à augmenter tandis que les prix de vente devraient baisser.

Dans la construction, les représentants interrogés ont fait état de marges normales, dans l'ensemble, mais plus élevées qu'au trimestre précédent. Elles ont été un peu plus confortables dans le second œuvre et légèrement inférieures à la moyenne dans le génie civil. Pour les mois à venir, les entreprises issues de ces branches s'attendent à une baisse des prix d'achat des matières premières et de ceux de la construction.

Dans les services, les marges ont de nouveau été estimées plus faibles qu'à l'accoutumée. Comme au trimestre précédent, notamment le secteur bancaire et celui de l'hébergement et de la restauration ont été confrontés à des marges plutôt basses. De nombreux représentants des banques ont avancé les coûts de mise en œuvre des réglementations comme principale cause de cette évolution, en plus de la faiblesse persistante des taux d'intérêt. Un grand nombre d'experts-comptables a également enregistré des marges inhabituellement basses en raison d'une vive pression sur les prix. Dans le commerce, les marges ont été globalement considérées comme normales. Il en va de

même pour la branche des technologies de l'information et les assurances.

Les entreprises qui ont amélioré leurs marges au cours des derniers mois y sont parvenues en réduisant les coûts, en optimisant leur portefeuille de produits et en stimulant les ventes. Dans les trois secteurs, les entreprises continuent d'apprécier l'actuelle stabilité du cours de change entre le franc et l'euro. Par contre, la récente dépréciation du dollar des Etats-Unis et du yen est une cause de préoccupation pour les entreprises exposées au risque de change sur ces monnaies.

PERSPECTIVES

Marche des affaires toujours solide

Les entreprises demeurent confiantes quant à la marche de leurs affaires au cours des prochains mois. Dans toutes les branches – à l'exception de la construction qui s'attend à une stagnation des chiffres d'affaires à un niveau élevé – les entreprises escomptent une hausse des chiffres d'affaires dans les six mois à venir.

Les plans d'embauche prévoient un léger renforcement des effectifs pour cette même période, notamment dans les services.

Les plans d'investissement, qui s'étaient globalement avérés un peu plus expansionnistes dans les trois secteurs au trimestre précédent, sont redevenus légèrement plus modestes: pour les douze prochains mois, des dépenses analogues sont attendues, tant pour les investissements en biens d'équipement que pour les investissements en constructions. Cela traduit probablement une prudence persistante, mais tient également à l'achèvement de cycles d'investissement de longue durée dans les entreprises concernées par cette enquête.

Parmi les préoccupations majeures des interlocuteurs figurent toujours la possible altération des conditions générales en Suisse – faisant suite à de nombreuses actions engagées sur le plan politique –, la densité réglementaire et le renforcement de la bureaucratie. La persistance de problèmes structurels irrésolus en Europe reste présente à l'esprit des interlocuteurs, mais n'est plus une préoccupation centrale.

INITIATIVE CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE: CONSÉQUENCES ET RÉACTIONS DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'enquête effectuée auprès des entreprises au deuxième trimestre 2014, les délégués de la BNS aux relations avec l'économie régionale et leurs interlocuteurs ont approfondi le thème de l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse. Les entrepreneurs ont évalué les implications de l'initiative pour leur propre entreprise et pour l'ensemble de l'économie suisse.

D'après les réponses obtenues, l'incertitude a augmenté sensiblement pour les entreprises du fait de l'acceptation de l'initiative. Ainsi, elle s'est accentuée pour 37% des

interlocuteurs, que ce soit légèrement (25%) ou fortement (12%); elle est restée inchangée pour 58% d'entre eux.

Etant donné que la mise en œuvre de l'initiative n'est pas encore claire, la grande majorité des entreprises n'a jusqu'ici toutefois pas adopté de mesures d'emploi ou d'investissement.

Les interlocuteurs qui prévoient un impact négatif pour leur entreprise appréhendent surtout un recrutement plus difficile. Ils redoutent en second lieu une réduction de la base de clientèle induite par la baisse de l'immigration. Les craintes d'une hausse des coûts salariaux, d'un accroissement des difficultés d'accès aux marchés et d'une augmentation des entraves à l'exportation de la part de l'UE ne sont pas non plus insignifiantes.

Un peu plus de la moitié des interlocuteurs estiment que l'acceptation de l'initiative aura à moyen et à long terme un impact économique négatif pour leur entreprise, et environ deux tiers tablent sur des conséquences négatives pour la Suisse dans son ensemble.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)44 631 32 84
Fax: +41 (0)44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797) et allemande (ISSN 1423-3789).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien (Tendances conjoncturelles): www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2014